

<https://ricochets.cc/Grosse-revolte-kanak-contre-le-colonialisme-francais-7535.html>



Grosse révolte kanak contre le colonialisme français

- Les Articles -



Publication date: mercredi 15 mai 2024

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

L'Etat français et ses riches colons n'ont toujours pas stoppé la colonisation en Nouvelle-Calédonie. Depuis Napoléon, révoltes et tout petits pas se succèdent.

Une nouvelle révolte a lieu en ce moment même, qui mure en insurrection, pour la libre auto-détermination. Laquelle a toujours été entravée et empêchée par la France, à coup de massacres à coup de bottes et de décapitations, ...et aussi de manoeuvres institutionnelles (en ce moment une modification constitutionnelle du corps électoral défavorable aux kanaks).

L'Etat jette de l'huile sur le feu et passe en force, pour ensuite s'offusquer hypocritement de l'incendie qu'il a provoqué, ...et pratiquer une répression militarisée massive avec couvre-feu et état d'urgence.

La Kanaky est aussi un eldorado minier convoité :

- ▶ [L'extraction de nickel détruit la nature pour alimenter nos industries](#) - *En Nouvelle-Calédonie, de jeunes Kanaks se lèvent contre l'industrie du nickel*

- ▶ **Anecdote : le tyran local Mariton s'est retrouvé confiné dans son hôtel à Nouméa, alors qu'il allait présenter une conférence (pour la promotion des entreprises du BTP) en temps que président de la Fedom.**
La Fedom c'est la Fédération des Entreprises d'Outre-Mer, une sorte de lobby capitaliste émanant du Medef et allié à l'Etat, pour promouvoir le saint développement économique, les start-ups et le libéralisme, [avec de puissantes multinationales adhérentes](#). Une partie des patrons locaux liés à la Fedom sont sans doute des descendants de colons.
Ce serait pas de chance que l'hôtel du président de la Fedom s'enflamme.

- ▶ D'ailleurs, [il semble que l'avenir institutionnel de la Nouvelle-Calédonie et les enjeux de la filière nickel soient très liés...](#)
Voir aussi : [Visite ministérielle : ce que l'on sait du projet d'accord sur le nickel calédonien](#).
(Les trois grandes mines sont exploitées par Eramet, Glencore et Prony Resources)
Voir aussi : <https://pronyresources.com/en/media-and-presse/news/ministerial-visit-at-prony-resources> - Un extrait traduit : "*Prony Resources a eu l'immense honneur d'accueillir sur son site industriel, M. Bruno Le Maire, Ministre de l'Economie, des Finances et de la Souveraineté Industrielle et Numérique, et Gérard Darmanin, Ministre de l'Intérieur. Leur visite s'inscrivait dans le cadre des discussions sur l'avenir institutionnel ainsi que sur l'avenir du secteur du nickel calédonien.*"

Sans doute que l'Etat français ne veut pas que les produits de l'extraction des mines de nickel puisse lui échapper ou que leur production soit arrêtée ou entravée... Il veut donc un gouvernement local acquis à la France et à l'extractivisme.

Nouvelle-Calédonie : révolte kanak contre le colonialisme français

- ▶ [Nouvelle-Calédonie : révolte kanak contre le colonialisme français](#)
Depuis hier une révolte de très haute intensité se déroule en Nouvelle-Calédonie : pillages, destructions d'entreprises, lutte armée contre la police (cocktails molotov, tirs à balles réelles...), mutinerie en prison... Dans n'importe quelle autre région française, cela ferait la une de tous les journaux. Oui mais voilà, la Nouvelle-Calédonie n'est pas n'importe quelle autre région française, c'est une colonie, et à ce titre elle n'intéresse que peu la métropole et il est dur de comprendre ce qu'il s'y passe. Essayons de dénouer tout cela.

Ô RÈVOLTE ANTI-COLONIALE EN KANAKY

Bâtiments en flammes, affrontements, mutinerie dans une prison, aéroport fermé ... La Nouvelle Calédonie, Kanaky de son vrai nom, est le théâtre depuis deux jours d'une insurrection anti-colonialiste.

Un peu d'histoire d'abord. La Kanaky est un archipel au coeur de l'Océan Pacifique, conquise par l'armée française au 19e siècle. La France y fonde une colonie pénitentiaire et en fait un bagne qui enferme par exemple, après la Commune de Paris, des milliers de révolutionnaires, loin des barricades de la capitale.

Au 20e siècle, le peuple Kanak continue de tenir tête au colonialisme, alors que la France exploite les richesses minières de ses terres, notamment le nickel, dont les profits ne seront jamais redistribués aux peuples locaux.

En parallèle, l'archipel devient une colonie de peuplement, avec l'installation de colons européens sur plusieurs générations, les « caldoches » qui peu à peu mettent en minorité les peuples autochtones.

Les tensions montent dans les années 1980, avec l'essor du mouvement anticolonialiste Kanak. L'État français riposte avec une grande violence. Certaines manifestations sont réprimées dans le sang. Le territoire est militarisé. En avril 1988, une prise d'otages dans la grotte d'Ouvéa, menée par un groupe d'indépendantistes, se solde par une intervention militaire faisant vingt et un morts en pleine élection présidentielle. Pour beaucoup, il s'agit d'une exécution sommaire pour terroriser durablement les Kanaks. L'archipel est aussi le théâtre de luttes anti-militaristes et anti-nucléaires dans les années 1980 et 1990.

Actuellement, le gouvernement Macron souhaite un « dégel » du corps électoral calédonien avant les prochaines élections. Les indépendantistes se soulèvent contre cette mesure : ils estiment qu'inclure de nouveaux électeurs diluera le vote kanak et réduira leur influence sur la politique locale. Il s'agit, pour le coup, réellement d'une forme de « grand remplacement » : les autochtones seraient minoritaires sur leurs terres par rapport aux colons venus d'Europe, et n'auraient plus de pouvoir de décision.

Ainsi, depuis deux nuits, 200 départs de feu ont été signalés, 36 gendarmes ont été blessés et un couvre feu est instauré. Les familles de gendarmes sont en cours d'évacuation selon Darmanin suite à des tirs d'arme à feu. Plusieurs quartiers de Nouméa sont coupés du reste de la ville par les militaires. Des milices de colons armés commencent à s'organiser.

Alors que des blindés sont déjà déployés, le gouvernement annonce l'envoi en urgence du RAID, du GIGN et de la CRS 8. C'est une répression militarisée qui s'annonce, contre les droits légitimes du peuple Kanak.

▶ vidéo : <https://www.facebook.com/reel/1098067201427984>

(post de Contre attaque)

▶ voir aussi :

[Kanak : après l'adoption de la loi coloniale, l'État réprime la révolte dans le sang](#)



Grosse révolte kanak contre le colonialisme français

Dégel des votes en Kanaky : vers un embrasement général ?

Des révoltes importantes ont marqué la Kanaky (« Nouvelle-Calédonie ») depuis deux jours, notamment à Nouméa, capitale de ce pays occupé par la France, situé dans l'océan Pacifique.

Comme d'habitude en « Outre-mer », la réponse de l'État Français ne s'est pas faite attendre.

Au lendemain des premières révoltes, Gabriel Attal et Gérald Darmanin annonçaient l'envoi de renforts comprenant notamment la compagnie de CRS 8 et des unités spéciales telles que le GIGN et le RAID.

Cela fait plusieurs semaines qu'indépendantistes d'un côté et colons loyalistes soutenus par l'État Français de l'autre, se mobilisent au sujet d'une loi sur le dégel du corps électoral adoptée hier par l'assemblée nationale.

Depuis les accords de Nouméa en 1998 qui suivirent ceux de Matignon, 10 ans après les massacres de la grotte d'Ouvéa où le GIGN exécutait 19 indépendantistes Kanak, seule la population inscrite sur les listes électorales avant 1998 bénéficiait du droit de vote aux élections provinciales.

En remettant en cause ces accords, la France joue avec le feu et ravive les douloureux souvenirs de tensions postcoloniales qui ont jadis flirté avec une situation proche de la guerre civile dans les années 80.

L'accès au scrutin régional concernerait environ 25 000 personnes de plus, 12 441 natifs et 13 400 résidents depuis au moins 10 ans (source France 24). Le vote de ces nouveaux votants soucieux de conserver ou d'obtenir de nouveaux privilèges serait logiquement favorable aux loyalistes.

Colonie de peuplement, la Kanaky subit un afflux de nouveaux habitants généralement aisés issus de la métropole. Aujourd'hui, seulement près de 40 % de la population est d'origine autochtone (source Insee 2019), elle est largement défavorisée contrairement à celle des caldoches (descendants des colons) et de celles et ceux venus de la métropole.

Cette partie de la population plus fragile économiquement subit donc de plein fouet les problèmes systémiques à « l'Outre-Mer » (pauvreté, chômage, vie chère...).

Ce projet de loi a pour objectif de marginaliser encore plus le peuple Kanak sur ses terres et d'évacuer au plus vite ses désirs d'indépendance. Il s'agit non seulement d'une atteinte grave à son autodétermination, mais aussi de la continuité de la colonisation française qui dure officiellement depuis l'an 1853.

Ce projet de loi est porté par la macroniste Sonia Backès, présidente loyaliste de la Province du Sud. Il est soutenu par "l'arc républicain" (allant de Renaissance au Rassemblement National et Reconquête).

Perçue comme une provocation supplémentaire, la nomination de deux loyalistes en tant que rapporteurs de ce projet de loi soumis à un vote depuis Paris : Philippe Dunoyer et le cliché caricatural du colon Nicolas Metzdorf, n'arrange pas les choses.

Fin 2021 déjà, pendant la crise du Covid-19, l'État Français avait fait le choix d'écraser législativement le droit du peuple Kanak en imposant un troisième référendum boycotté par les forces indépendantistes.

Malgré une abstention colossale et revendiquée politiquement par une partie très importante de la population, le gouvernement affirmait clore la page des référendums, et rattacher définitivement l'archipel à la France.

Face à ces injustices, les indépendantistes n'ont jamais cessé de lutter.

Depuis deux jours, L'USTKE (Union Syndicale des Travailleurs et des Exploités) a entamé une grève suivie à plus de 99% dans les transports aériens et terrestres, l'Hôtellerie, ou encore les Ports. Très mobilisée, la jeunesse organise de nombreuses actions : auto-réduction, blocages, manifestations...

Les affrontements avec la police et la gendarmerie ont déjà causé deux morts.

Parmi les personnes interpellées, certaines doivent être jugées en comparution immédiate pour le simple fait d'avoir hissé le drapeau Kanak (source Survie).

Dans le camp adverse, des groupes loyalistes, le plus souvent d'extrême-droite se constituent en milices armées.

Le haut-commissaire évoque un droit à « la légitime défense », autorisant donc les colons les plus radicaux à disposer d'armes lourdes.

Dans ces conditions, c'est malheureusement dans les mains de l'État Français que se trouve une issue politique pouvant aboutir sur un début d'accalmie et une reprise du dialogue.

La première étape est de retirer immédiatement le projet de loi sur le dégel, et de considérer caduque le troisième référendum sur l'indépendance.

L'équipe de CND réitère son soutien inconditionnel à la résistance Kanak et à l'ensemble mouvement indépendantiste et appelle à se mobiliser pour faire pression sur le gouvernement depuis la France pour le retrait de cette loi.

(post de CND)



Grosse révolte kanak contre le colonialisme français